

# La convention d'occupation précaire



© 2018 Les Echos Publishing

La convention d'occupation précaire consiste pour le propriétaire d'un local à conférer à un commerçant ou à une société le droit de l'occuper provisoirement, dans l'attente de la survenance d'un événement particulier, pour y exercer une activité professionnelle, moyennant paiement d'une redevance. Présentation de ce contrat de location d'un type particulier.

---

# RGPD : comment se mettre en conformité ?



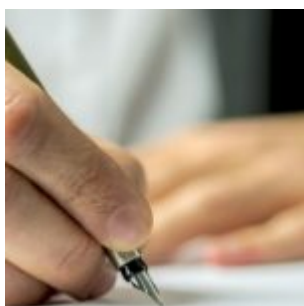
© 2018 Les Echos Publishing

Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) est entré en vigueur le 25 mai dernier. Ce texte renforce les droits des personnes « fichées », mais introduit également une

plus grande responsabilité des entreprises sur les conditions de recueil des données personnelles, leur gestion et leur sécurité. Présentation des grands principes du RGPD et de la marche à suivre pour les appliquer.

---

## **Cautionnement du dirigeant et erreur dans la mention manuscrite**



© 2018 Les Echos Publishing

Lorsqu'un dirigeant se porte caution pour sa société envers un créancier professionnel, en particulier à l'égard d'une banque en contrepartie de l'octroi d'un crédit, et que ce contrat est établi par acte sous seing privé (c'est-à-dire sans l'intervention d'un notaire), il doit faire précéder sa signature d'une mention manuscrite bien précise prévue par la loi. Et attention, si cette mention n'est pas correctement reproduite, le cautionnement est susceptible d'être annulé.

---

# Zoom sur le statut d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée



© 2018 Les Echos Publishing

Pour protéger ses biens personnels des risques liés à son activité professionnelle, un entrepreneur individuel a la possibilité de choisir le statut d'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL). Apparue en 2011, cette forme d'entreprise lui permet d'affecter à son activité professionnelle un certain nombre de biens qu'il sépare ainsi de son patrimoine privé. Explications.

---

## Le point sur les pénalités de retard



© 2018 Les Echos Publishing

Lorsqu'une entreprise agit contre une autre entreprise en vue

de recouvrer une facture impayée, elle est en droit de lui réclamer des pénalités de retard en plus du montant de sa créance. Le point sur les règles applicables en la matière.

---

## **Mettre son fonds de commerce en location-gérance**



© 2018 Les Echos Publishing

Plutôt que l'exploiter lui-même, le propriétaire d'un fonds de commerce peut choisir de le mettre en location-gérance. Il en confie ainsi la gestion à une personne qui va l'exploiter à ses risques et périls moyennant paiement d'une redevance. Présentation des principales caractéristiques de ce mode d'exploitation d'un fonds de commerce.

---

## **La responsabilité du commerçant en cas d'accident**

# dans son magasin

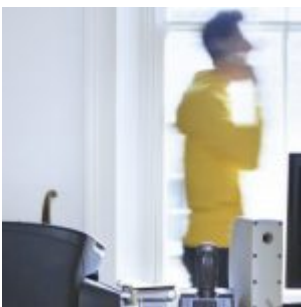


© 2017 Les Echos Publishing

Sol glissant ou encombré, chute d'un présentoir, porte tambour mal réglée... Les risques d'accident dans les commerces sont nombreux. Lorsqu'un client est victime d'un accident dans votre magasin, votre responsabilité peut être engagée si vous n'avez pas respecté vos obligations en termes de sécurité.

---

## Les différentes formes de société pour les libéraux



© 2017 Les Echos Publishing

Beaucoup de professionnels libéraux exercent leur activité sous la forme d'une entreprise individuelle. Très simple et peu formaliste, ce statut présente néanmoins des inconvénients (risques sur le patrimoine privé, frein au développement du cabinet, transmission difficile...) qui conduisent un certain nombre d'entre eux à vouloir passer en société. Mais quelle forme de société choisir ? En fait, le choix dépend de la

façon dont le professionnel souhaite travailler (seul ou à plusieurs, partage des seuls moyens ou aussi des bénéfices, ouverture du capital à des personnes extérieures à la société...), mais également et surtout selon que la profession qu'il exerce est réglementée ou non.

---

## **Société agricole : quels liens avec le foncier ?**



© 2017 Les Echos Publishing

Aujourd'hui, nombreux sont les agriculteurs déjà installés qui souhaitent se regrouper au sein d'une société d'exploitation. Une opération qu'il convient de préparer avec soin. En la matière, une problématique juridique est primordiale : celle du transfert des droits permettant à la société d'exploiter elle-même les biens fonciers jusqu'alors mis en valeur par les associés. À ce titre, divers moyens d'assurer ce transfert sont possibles. Des moyens qui diffèrent selon que l'associé qui adhère ou qui constitue une société est propriétaire ou locataire des terres destinées à être exploitées par cette dernière.

---

# Recouvrer une créance grâce à la procédure d'injonction de payer



© 2017 Les Echos Publishing

Lorsqu'il n'est pas parvenu à recouvrer à l'amiable (après relance, puis mise en demeure) une somme d'argent que lui doit un client, un professionnel peut recourir à la procédure d'injonction de payer. Rapide, simple et peu coûteuse, cette procédure judiciaire lui permet d'obtenir d'un juge une ordonnance qui enjoint à son débiteur de régler sa facture et qui l'autorise ensuite à faire procéder, si besoin, à la saisie de ses biens.